



CANADA

TREATY SERIES 1983 N^o. 18 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE (TÉLÉVISION)

Accord entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 11 juillet 1983

En vigueur le 11 juillet 1983

CULTURE (TELEVISION)

Agreement between CANADA and FRANCE

Paris, July 11, 1983

In force July 11, 1983

LEGAL LIBRARY
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
BIBLIOTHÈQUE JURIDIQUE
MIN. DES AFFAIRES EXTÉRIEURES



CANADA

TREATY SERIES **1983 No. 18** RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE (TÉLÉVISION)

Accord entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 11 juillet 1983

En vigueur le 11 juillet 1983

CULTURE (TELEVISION)

Agreement between CANADA and FRANCE

Paris, July 11, 1983

In force July 11, 1983

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA

43 269 074
b 262673X
43 269 075
b 2626741

CANADA



**ACCORD SUR LES RELATIONS DANS LE DOMAINE DE LA TÉLÉVISION
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Française,

Estimant souhaitable d'établir pour l'ensemble des relations entre le Canada et la France dans le domaine de la télévision un cadre comparable à celui agréé dans le domaine des relations cinématographiques,

Désireux d'encourager et de développer les œuvres de coproduction télévisées de qualité entre le Canada et la France,

Désireux de favoriser et de développer par tous les moyens, la distribution dans chaque pays des programmes en provenance de l'autre pays,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Le présent Accord régit les coproductions entre le Canada et la France dans le domaine de la télévision menées conformément aux dispositions ci-dessous.

Il s'applique aux œuvres audiovisuelles télévisées de toute nature, y compris les œuvres de longue durée tirées de séries de télévision, quel que soit le procédé de fixation, de diffusion ou de distribution.

ARTICLE II

Pour être admises au bénéfice de la coproduction, les œuvres de télévision doivent répondre aux conditions suivantes:

- a) Être entreprises par des producteurs ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue;
- b) Être tournées en studio dans l'un ou l'autre des deux pays coproducteurs. Toutefois, le tournage en décors naturels, extérieurs ou intérieurs dans un pays qui ne participe pas à la coproduction peut être autorisé si le scénario ou l'action du programme l'exige et si des techniciens des deux pays coproducteurs participent au tournage;

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON TELEVISION RELATIONS

The Government of Canada

and

The Government of the French Republic,

Considering that it is desirable to establish a framework for all Canada-France relations in the field of television, as was agreed to for cinematographic relations,

and

Wishing to promote and develop Canada-France television coproductions of quality,

and

Wishing to foster by all available means the distribution, in their respective countries of programs from the other country,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

This Agreement governs the Canada-France television coproductions undertaken in accordance with the provisions below. It applies to television works of all kinds including feature length works developed from television series, whatever technological medium, dissemination or distribution method may be used.

ARTICLE II

1. In order to qualify for the benefits of co-production, television productions must meet the following conditions:

- a) Be undertaken by producers who have good technical organization, sound financial backing and recognized professional standing;
- b) Be shot in studio in one or other of the countries participating in the co-production. If the script or action of the program so requires and if technicians from the two co-producing countries take part in the shooting, location shooting, exterior or interior, in a country not participating in the co-production, may be authorized;

- c) Être réalisées par des réalisateurs canadiens, ou français, ou nationaux d'un État membre de la C.E.E., ou par des résidents permanents au Canada ou en France;
- d) Être réalisées avec la participation de techniciens et interprètes de nationalité canadienne ou française, ou nationaux d'un État membre de la C.E.E., ou résidents permanents au Canada ou en France;
- e) Toutefois, la participation d'interprètes autres que ceux visés au paragraphe d) peut être admise à titre exceptionnel, compte tenu des exigences du programme et après entente entre les autorités compétentes des deux Parties.

ARTICLE III

La proportion des apports respectifs des coproducteurs des deux pays peut varier de vingt (20) à quatre vingt (80) pour cent par programme. L'apport du coproducteur minoritaire doit comporter obligatoirement une participation technique et artistique effective.

ARTICLE IV

Les Parties considèrent favorablement la réalisation en coproduction de programmes de qualité internationale entre la France, le Canada et les pays avec lesquels l'un ou l'autre est lié par des accords de coproduction. Les conditions d'admission au régime prévu par le présent Accord de ces programmes devront faire l'objet d'un examen cas par cas. Aucune participation minoritaire dans ces programmes ne peut être inférieure à vingt (20) pour cent du devis.

ARTICLE V

Les parties veillent à la réalisation d'un équilibre global tant en ce qui concerne la participation de personnel créateur, de techniciens et d'interprètes, qu'en ce qui concerne les moyens financiers et techniques des deux pays.

La commission mixte prévue à l'article 16 du présent Accord apprécie si cet équilibre a été respecté, et propose, le cas échéant, aux autorités compétentes des deux pays les mesures jugées nécessaires pour rétablir cet équilibre.

ARTICLE VI

Le matériel original de production et de reproduction est déposé au nom des coproducteurs dans un laboratoire choisi par eux d'un commun accord.

ARTICLE VII

Chaque coproduction peut comporter deux versions, l'une en français, l'autre en anglais. Si elle est réalisée seulement en anglais, elle doit obligatoirement faire l'objet d'une version doublée en français. Si elle est réalisée seulement en français, elle peut faire l'objet d'une version anglaise.

- c) Be made by directors who are Canadian, or French, or nationals of a member State of the European Economic Community, or permanent residents of either Canada or France;
- d) Be made with the participation of technicians and performers who are Canadian or French or nationals of a member State of the European Economic Community, or permanent residents of either Canada or France;
- e) However, should the program so require, the participation of performers other than those provided for in paragraph d) may be permitted in exceptional cases, subject to agreement between the competent authorities of both Parties.

ARTICLE III

The proportion of the respective contributions of the co-producers of the two countries may vary from twenty to eighty (20-80) per cent for each program. The minority co-producer must make an effective technical and creative contribution.

ARTICLE IV

The Parties look favourably upon the co-production of programs meeting the international standards subscribed to by Canada, France and countries to which either of the said parties is bound by co-production agreements. The conditions of eligibility for the benefits provided by this Agreement for such programs shall be determined in each case. No minority contribution to such programs shall be less than twenty (20) per cent of the budget.

ARTICLE V

In implementing this Agreement, both Parties shall strive to achieve an overall balance with respect to both participation by creative staff, technicians and performers, and to the financial and technical resources of both countries.

The Joint Commission referred to in Article 16 of the Agreement assesses whether such a balance has been achieved, and recommends, in case of need, to the competent authorities any measures it deems necessary to correct an imbalance.

ARTICLE VI

The original material of production and reproduction is deposited in the joint names of the co-producers in a laboratory chosen by mutual consent.

ARTICLE VII

Two versions may be made of each program, one in English and the other in French. If it is made only in English, a dubbed French version must be made. If it is made only in French, a dubbed English version may be made of it.

Cette opération est réalisée soit au Canada, soit en France. Le choix du pays est effectué d'un commun accord entre les coproducteurs. A défaut d'accord, il relève de la décision du coproducteur majoritaire. En ce cas, le coproducteur minoritaire peut établir librement, mais à ses frais, la version destinée à son propre marché.

ARTICLE VIII

Dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, chacune des Parties facilite l'entrée et le séjour temporaire sur son territoire du personnel technique et artistique de l'autre Partie. Elles permettent l'admission temporaire et la réexportation du matériel nécessaire à la production de programmes réalisés dans le cadre de l'Accord.

ARTICLE IX

Dans le cas où un programme réalisé en coproduction est exporté vers un pays où les importations de programmes sont contingentées:

- a) le programme est imputé en principe au contingent du pays dont la participation est majoritaire;
- b) dans le cas d'un programme comportant une participation égale des deux pays, le programme est imputé au contingent du pays ayant les meilleures possibilités d'exploitation;
- c) en cas de difficultés, le programme est imputé au contingent du pays dont le réalisateur est ressortissant;
- d) si un pays coproducteur dispose de la libre entrée de ses programmes dans le pays importateur, les programmes réalisés en coproduction, comme les programmes nationaux, bénéficieront de plein droit de cette possibilité.

ARTICLE X

Les programmes réalisés en coproduction sont présentés avec la mention «Canada-France» ou «France-Canada», ainsi que la mention de tous les coproducteurs. Ces mentions figurent sur un carton séparé au générique, dans la publicité et le matériel de promotion des programmes et lors de leur présentation.

ARTICLE XI

A moins que les coproducteurs n'en décident autrement, un programme réalisé en coproduction est présenté, dans le cadre des festivals, comme un apport du coproducteur majoritaire ou, dans le cas de participations financières égales, du coproducteur fournissant le réalisateur.

ARTICLE XII

Les autorités compétentes des deux pays fixent conjointement les règles de procédure de la coproduction en tenant compte de la législation et de la réglementation en vigueur au Canada et en France.

Dubbing is carried out either in Canada or in France as chosen by agreement between the co-producers. Failing this, the decision is made by the majority co-producer. In this case, the minority co-producer is at liberty to prepare, at his own expense, the version for use in his own home market.

ARTICLE VIII

Subject to legislation and regulations in force, each Party shall facilitate the entry into and temporary residence in its territory of the creative and technical personnel of the other Party. They shall similarly permit the temporary entry and re-export of any equipment necessary for the production of programs under this Agreement.

ARTICLE IX

Where a co-produced program is exported to a country that has quota regulations:

- (a) it shall, in principle, be included in the quota of the country of the majority co-producer;
- (b) if the respective contributions of the co-producers are equal, it shall be included in the quota of the country that has the best opportunity of arranging for its exhibition;
- (c) if any difficulties arise, it shall be included in the quota of the country of which the director is a national;
- (d) if one of the co-producing countries enjoys unrestricted entry of its programs into the importing country, co-produced programs shall, like national programs, be entitled to full right of such unrestricted entry.

ARTICLE X

A co-produced program shall, when shown, be identified as a "Canada-France co-production" or "France-Canada co-production", and shall mention all the co-producers. Such identification shall appear in a separate credit title and in all commercial advertising and promotional material, to be used whenever these programs are shown.

ARTICLE XI

Unless otherwise agreed upon by the co-producers, co-produced programs shall be entered in international festivals by the country of the majority co-producer or, in the event of equal financial participation, by the co-producing country of which the director is a national.

ARTICLE XII

The competent authorities of both countries shall jointly establish the rules of procedure for co-productions, taking into account the legislation and regulations in force in both France and Canada.

ARTICLE XIII

Les programmes réalisés en coproduction et admis au bénéfice du présent Accord jouissent de plein droit des avantages qui résultent des dispositions relatives aux industries audiovisuelles qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays.

La réalisation de programmes en coproduction entre les deux pays doit recevoir l'approbation, après consultation des autorités compétentes

—en France: du Ministre des relations extérieures;

—au Canada: du Ministre des communications ou, s'il l'autorise, de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.

ARTICLE XIV

Lorsqu'une œuvre cinématographique de longue durée est tirée d'une série de télévision, seul le projet d'œuvre cinématographique fait l'objet en France, d'un agrément du Centre National de la Cinématographie. Cet agrément détermine les conditions permettant de considérer cette œuvre audiovisuelle comme une œuvre cinématographique et d'assurer sa distribution en salle. La part du budget correspondant à l'œuvre cinématographique est individualisée en pourcentage par rapport au budget total.

ARTICLE XV

L'importation, la distribution et l'exploitation des programmes canadiens en France et des programmes français au Canada ne sont soumises à aucune restriction, sous réserve de la législation et de la réglementation de chacun des deux pays.

ARTICLE XVI

Les autorités compétentes des deux pays examinent les conditions d'application du présent Accord afin de résoudre les difficultés soulevées par sa mise en œuvre. Elles étudient les modifications souhaitables en vue de développer la coopération audiovisuelle dans l'intérêt commun des deux pays.

Il est institué une Commission mixte chargée de veiller à l'application du présent Accord. Elle se réunit en principe une fois tous les deux ans, alternativement dans chaque pays. Toutefois, elle pourra être convoquée à la demande de l'une des deux autorités compétentes notamment en cas de modifications importantes soit de la législation soit de la réglementation applicables à la production télévisuelle ou dans le cas où le fonctionnement de l'Accord rencontrerait dans son application des difficultés d'une particulière gravité.

ARTICLE XVII

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature pour une durée de trois ans.

ARTICLE XIII

Programs co-produced and qualified under the present Agreement are by right fully entitled to the benefits resulting from the provisions concerning the audiovisual industry which are in force or from those which may be decreed in each country.

Programs to be co-produced by the two countries must be approved after consultation between the competent authorities of both countries:

In Canada: by the Minister of Communications or, if he so authorizes, the Canadian Film Development Corporation.

In France: by the Minister of External Relations.

ARTICLE XIV

When a full-length cinematographic production is taken from a television series, only the cinematographic production requires the assent in France of the Centre national de la cinématographie. This assent sets the conditions governing the use of the audiovisual work as a cinematographic production and its distribution to theatres. The budget allotment for the cinematographic production is expressed as a percentage of its cost in relation to the overall budget.

ARTICLE XV

No restrictions shall be placed on the import, distribution and exhibition of French programs in Canada or Canadian programs in France other than those contained in the legislation and regulations in force in the two countries.

ARTICLE XVI

The competent authorities of both countries will refer to the conditions of application of this Agreement in order to resolve any difficulties arising out of its implementation. They shall consider any possible amendments with a view to developing audiovisual co-operation in the best interests of both countries.

A Joint Commission is set up to look after the application of this Agreement. It shall meet in principle once every two years and it will meet alternately in the two countries. However, it may be convened at the request of one or both competent authorities, particularly in the case of major amendments to the legislation or the regulations governing television production, where the application of the Agreement presents serious difficulties.

ARTICLE XVII

The present Agreement shall come into force on the date of its signature for a period of three years.

Sauf dénonciation avec un préavis de six mois, il continuera à être en vigueur par tacite reconduction.

Dans ce cas, il pourra être dénoncé à tout moment, cette dénonciation prenant effet six mois après sa notification à l'autre Partie.

Cependant les coproductions entreprises avant la dénonciation continueront de bénéficier des dispositions du présent Accord.

FAIT à Paris le 11 juillet 1983, en double exemplaire, chacun en langue anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

FRANCIS FOX
Pour le Gouvernement du Canada

GEORGES FILLILOUD
Pour le Gouvernement de la République Française

Unless it is terminated by a six months notice, it shall remain in force by tacit renewal.

In this case, it may be denounced at any time; this denunciation shall become operative six months after its notice to the other Party.

However, co-productions in progress before the denunciation shall continue to benefit from the conditions of this Agreement.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their governments, have affixed their signatures hereto.

DONE in two copies at Paris, on 11 July 1983 in English and in French, both texts being equally authentic.

For the Government of Canada
FRANCIS FOX

For the Government of the French Republic
GEORGES FILLIOUD

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20092735 1

© Ministre des Approvisionnement et Services Canada 1987

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1983/18
ISBN 0-660-53750-8

au Canada: \$2.75
à l'étranger: \$3.30

Prix sujet à changement sans préavis

© Minister of Supply and Services Canada 1987

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1983/18
ISBN 0-660-53750-8

Canada: \$2.75
Other countries: \$3.30

Price subject to change without notice

Tous droits réservés. On ne peut reproduire aucune partie du présent ouvrage, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit (électronique, mécanique, photographique) ni en faire un enregistrement sur support magnétique ou autre pour fins de dépitage ou après diffusion, sans autorisation écrite préalable du Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, without the prior written permission of the Publishing Services, Canadian Government Publishing Centre, Ottawa, Canada K1A 0S9.

